

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EUROWATT - Voie Bleriot Est**

8 RUE AUBER  
75009 Paris

Références : 0010011827/RAPVI/TT/IC240241  
Code AIOT : 0010011827

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement EUROWATT - Voie Bleriot Est implanté VOIE BLERIOT EST 28310 Poinville. L'inspection a été annoncée le 28/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROWATT - Voie Bleriot Est
- VOIE BLERIOT EST 28310 Poinville
- Code AIOT : 0010011827
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien composé de 5 éoliennes mis en service en 2005.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
16	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Intérieur propre et dégagé	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
2	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
5	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
6	Essais arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa	Sans objet
7	Contrôle d'intégrité-bridés et fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
8	Contrôle d'intégrité-contrôles visuels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
9	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
10	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
11	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
12	Situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
13	Moyens de lutte contre projection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
14	Formation et exercices	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
15	Exercice d'entraînement aux situations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'urgence		
17	Registre Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
18	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
19	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Intérieur propre et dégagé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Echantillonnage : éolienne VBE E2. L'intérieur de l'éolienne est maintenu propre et dégagé. Aucun produit inflammable ou combustible n'est entreposé dans l'éolienne.  [PdC n°1] : Pas d'écart constaté
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Accès aux aérogénérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Echantillonnage éolienne VBE E2 : l'accès de l'éolienne est maintenu fermé à clé.

[PdC n°2] : pas d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Panneau et identification mât

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Affichage public

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

**Constats :**

Echantillonnage VBE E2 : Le panneau d'affichage des risques pour les tiers est présent et contient les mentions réglementaires.

[PdC n°3] : pas d'écart constaté

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Moyens de lutte contre incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

**Thème(s) :** Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

**Constats :**

Echantillonnage éolienne VBE E2 : un extincteur est présent au pied de l'éolienne. Il a été vérifié moins d'un an avant la date de visite d'inspection.

[PdC n°4] : pas d'écart constaté
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Registre de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente une extraction du registre de maintenance de ses installations. Celui-ci fait apparaître les différentes interventions sur les éoliennes. L'exploitant présente également le manuel d'entretien de l'installation.</p> <p>[PdC n°5] : pas d'écart constaté</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Essais arrêts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2eme alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente les derniers rapports de test de mise à l'arrêt des éoliennes, réalisés dans le cadre de la maintenance préventive.</p> <p>Les résultats de ces tests ne sont pas repris dans le registre de maintenance, qui précise juste l'intervention pour la maintenance.</p> <p>L'exploitant travaille sur des outils pour répondre à ce type de demande.</p>

[PdC n°6] : pas d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Contrôle d'intégrité-bridés et fixations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des brides et fixations

**Prescription contrôlée :**

I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

**Constats :**

L'exploitant présente les rapports de maintenance annuelle et semestrielle depuis 2022. Les rapports de maintenance de type T3 font apparaître le contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pâles.  
Contrôles sur maintenances T2, T3 et T4 (serrage complet).

[PdC n°7] : pas d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Contrôle d'intégrité-contrôles visuels

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle visuel des éléments

**Prescription contrôlée :**

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant présente les rapports de maintenance semestrielle et annuelle de 2022 à 2024 faisant apparaître le contrôle visuel des pâles.

[PdC n°8] : pas d'écart constaté
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Systèmes Instrumentés de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, liste des SIS et périodicité de contrôle.
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente la liste des SIS. Les rapports de maintenance annuelle font apparaître le contrôle des équipements de sécurité.  [PdC n°9] : pas d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Systèmes Instrumentés de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, enregistrement des contrôles du SIS
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente la liste des systèmes instrumentés de sécurité et les actions à effectuer en cas de déclenchement du système. Les résultats des contrôles réalisés dans le cadre des maintenances annuelles ne sont pas repris dans le registre de maintenance (l'intervention liée à la maintenance est reprise sur le registre).  [PdC n°10] : pas d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 11 : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situations d'urgence – Consignes et procédures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.  <b>Constats :</b>  L'exploitant présente le plan de prévention Eurowatt partagé aux entreprises pouvant intervenir sur les installations et un safety book avec les procédures pour maintenir les installations en sécurité dans les situations anormales (Survitesse, Tremblements de terre, Défaillance des freins, Balourd du rotor, Fixations détendues, Défauts de lubrification, Tempêtes de sable, Incendie, Inondation). Il présente également un document Nordex précisant les règles de conduite à adopter dans et sur les éoliennes.  [PdC n°11] : pas d'écart constaté.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêts d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.

**Constats :**

L'exploitant présente la procédure en cas de déclenchement d'alarme.

Le centre de maintenance reçoit une alerte. Une information aux pompiers et au turbinier est réalisée en fonction de l'alerte rencontrée. La levée de doute est réalisé par un technicien de l'exploitant qui peut être sur site en 15 à 20 minutes.

L'exploitant indique qu'il travaille actuellement avec un cabinet externe sur la gestion de crise pour améliorer les procédures.

L'inspection des installations classées rappelle les numéros à contacter pour l'informer en cas d'urgence sur un parc :

Numéro astreinte DREAL : 02 36 17 43 50, Numéro UD 28 : 02 37 20 50 50.

[PdC n°12] : pas d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Moyens de lutte contre projection de glace**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25

**Thème(s) :** Risques chroniques, Projection de glace

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel. Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.

**Constats :**

L'exploitant indique que des détecteurs de glace sont installés sur les machines les plus proches des routes. En cas de détection de glace, les machines sont arrêtées automatiquement.

Sur les autres machines, l'arrêt de la machine est réalisé sur déduction de glace.

Redémarrage manuel (60 mn minimum après la fin d'alerte de déduction de glace pour la remise en route).

[PdC n°13] : pas d'écart constaté.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 14 : Formation et exercices**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualification du Personnel
--

**Prescription contrôlée :**

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

**Constats :**

L'exploitant présente le passeport sécurité datant de juin 2023 pour un de ses salariés.

Par courriel du 4 avril 2024, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées une copie des attestations de formations du personnel de la société de maintenance.

[PdC n°14] : pas d'écart constaté.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 15 : Exercice d'entraînement aux situations d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualification du Personnel
--

**Prescription contrôlée :**

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

**Constats :**

Il n'y a pas eu d'exercice d'entraînement sur ce parc ces dernières années (dernier exercice sur le parc voisin du Bois Clergeons en 2018 avec le SDIS). L'exploitant présente la liste des exercices d'entraînements réalisés et des incidents répertoriés sur d'autres sites de l'exploitant (plusieurs par année).

[PdC n°15] : pas d'écart constaté.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 16 : Elimination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant présente les derniers bordereaux de suivi de déchets de l'installation. Ceux-ci sont libellés au nom du centre de maintenance (quantité estimée pour le parc, rattaché à un BSD global avec la quantité réelle). Suite au dossier de porter à connaissance instruit en 2024, un container sera installé courant 2024 pour une gestion des déchets au parc.
---

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le centre de maintenance ne semble pas disposer de la déclaration ICPE nécessaire pour le transit des déchets du parc éolien.
---

<b>[PdC n°16] : les bordereaux de suivi de déchets ne sont pas au nom de la société d'exploitation du parc éolien.</b>
--

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°16] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 90 jours
---

**N° 17 : Registre Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :
---

- |  |
|--|
| a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;<br>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ;<br>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; |
|--|

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine du déchet :
  - l'adresse de l'établissement ;
  - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- d) Concernant la gestion et le transport du déchet :
  - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
  - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- e) Concernant la destination du déchet :
  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
  - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
  - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
  - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
  - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

L'exploitant présente le registre des déchets faisant apparaître les différentes informations attendues.

Les informations reprennent la quantité réelle du bordereau de suivi de déchets auquel il est annexé au lieu de la quantité estimée mentionnée sur le bordereau de suivi de déchets.

L'exploitant s'engage à corriger les quantités mentionnées dans le registre des déchets pour correspondre aux quantités mentionnées sur les bordereaux de suivi de déchets. Il indique qu'avec la mise en place du container, la gestion des déchets sera corrigée.

[PdC n°17) : pas d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.  Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.  Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que suite au projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant un nouveau suivi environnemental, aucune suite n'a été donnée par l'inspection des installations classées depuis 2022. L'exploitant indique qu'il a tout de même réalisé les suivis prescrits dans ce projet d'APC. Le suivi relatif à l'activité des chiroptères est achevé et le rapport sera envoyé prochainement à l'inspection des installations classées. Le rapport sur le suivi de la mortalité (avifaune et chiroptères) est attendu fin 2024.  [PdC n°18] : pas d'écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Actualisation des garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b>

L'exploitant présente l'acte de cautionnement solidaire actualisé du 1er septembre 2020, valable jusqu'au 04/07/2025.

[PdC n°19] : pas d'écart constaté.

**Type de suites proposées :** Sans suite